



CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA **Mercredi, 1^{er} septembre 2021**

Textes

- Vladimir Monteiro, porte-parole de la MINUSCA
- Lieutenant-Colonel Abdoul Aziz Fall, porte-parole de la Force
- Commissaire Serge Ntolo MINKO, porte-parole de la Police

PORTE-PAROLE DE LA MINUSCA

- La MINUSCA va poursuivre son appui au Gouvernement, aux côtés d'autres partenaires, pour le développement des forces de défense et de sécurité centrafricaines (FSI), en particulier la formation et le déploiement, conformément à son mandat d'appui à la réforme du secteur de sécurité.

Le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, et la Représentante spéciale adjointe, Lizbeth Cullity, ont réitéré l'engagement de la Mission les 25 et le 31 août respectivement, à l'occasion de la sortie des nouvelles recrues de la police et de la gendarmerie, cérémonies présidées par le Chef de l'Etat.

Le Représentant spécial a indiqué que la MINUSCA continuera d'appuyer les efforts des autorités nationales, à travers la mise à disposition de l'expertise de sa composante Police et la mise en œuvre de projets et programmes de formation soutenue par une colocation ininterrompue avec les responsables et des encadreurs des écoles de formation.

Le Représentant spécial a aussi précisé que "la MINUSCA a à cœur le souci de faciliter la reprise par les Forces de Sécurité Intérieure et aussi de défense, non seulement de leur pleine capacité d'action, mais aussi d'une culture professionnelle respectueuse des valeurs républicaines et en accord avec les normes internationales." "Tout en travaillant à l'augmentation des effectifs, nous devons également nous sentir concernés par la nécessité de progresser sur les autres aspects non moins importants de la réforme du secteur de la sécurité. Dans ce contexte, il est de mon devoir de rappeler la nécessité de poursuivre et de finaliser les lois organiques de la

Police et de la Gendarmerie, la loi de programmation de la Sécurité Intérieure, le Règlement de Discipline Générale de la Police, le plan quinquennal de formation et et le plan d'action Genre du Ministère de l'Intérieur", a-t-il ajouté.

De son côté, la Représentante spéciale adjointe, Lizbeth Cullity, s'est réjouie que "la MINUSCA et les entités du système des Nations Unies ainsi que d'autres partenaires aient pu travailler aux côtés des autorités nationales afin de former les forces de police et de gendarmerie et assurer leur sélection, leur recrutement et leur formation". "La MINUSCA reste aux côtés du gouvernement pour une mise en œuvre d'un plan de déploiement progressif, qui vise à répondre aux besoins sécuritaires du pays et de sa population", a-t-elle ajouté.

Les deux responsables de la Mission se sont félicités de la sortie des nouveaux policiers et gendarmes, et particulièrement du nombre croissant de femmes parmi les nouvelles recrues. Sur les 652 élèves-gardiens de la paix et cinq élèves-officiers de la police, 183 sont des femmes tandis que sur 651 élèves-gendarmes il y a 156 femmes.

- La MINUSCA se félicite de l'installation des membres du Comité préparatoire du dialogue républicain, ce mercredi à l'Assemblée nationale en présence du Chef de l'Etat.

Le Représentant spécial assiste personnellement à la cérémonie de mise en place dudit comité. A la demande des autorités centrafricaines, la MINUSCA a désigné un représentant au sein du comité d'organisation dans le cadre de l'expertise internationale des partenaires.

La MINUSCA soutient et encourage le dialogue républicain, et souhaite qu'il soit inclusif avec la participation de tous les acteurs politiques, sociaux, économiques et culturels centrafricains.

- Dans le cadre des contacts permanents avec les hautes autorités centrafricaines, le Représentant spécial rencontre cet après-midi le Premier ministre Henri Marie Dondra. Par ailleurs, le Représentant spécial et Chef de la MINUSCA, s'est entretenu jeudi dernier avec le Président de la Commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), ambassadeur Gilberto da Piedade Veríssimo, lors de la visite de ce dernier à Bangui. Les échanges ont porté sur le processus de paix en RCA notamment de la mise en œuvre de l'Accord de paix.

ELECTIONS

La MINUSCA continue de soutenir les préparatifs pour les élections locales, à travers diverses actions sur le plan technique, opérationnel, logistique et sécuritaire, en conformité avec son mandat.

Cette semaine, la Cour Constitutionnelle a proclamé les résultats définitifs des élections législatives du 25 juillet 2021. Sept nouveaux députés ont été proclamés élus, dont une femme, ce qui porte le nombre de sièges pourvus à 140 sièges sur 140 et le nombre de femmes élues à 18, soit 12,86%. Ce chiffre est en hausse par rapport à la législature 2016/2021 où le pourcentage de femmes parlementaires était de 8,57% (12 élues sur 140).

DDR

- Le préfet du Mbomou ainsi que les acteurs locaux saluent l'impact du programme de réduction de la violence communautaire (CVR) à Bangassou, notamment pour la prévention la violence communautaire dans les zones en conflit de la préfecture.

La mise en oeuvre du programme à Bangassou et ses environs a été l'un des points abordés durant la visite dans la ville, la semaine dernière, de la Représentante spéciale adjointe, Lizbeth Cullity. En plus des entretiens avec les autorités et les acteurs locaux, elle a visité les projets mis en place dans le cadre du programme CVR notamment le centre de formation pour les victimes de violences sexuelles et le centre de formation en mécanique moto.

En plus de Bangassou, le programme CVR cycle 2020-2021 est mis en œuvre à Bangui, Bouar, Bria, Kaga-Bandoro et Bossangoa, au profit de 3341 bénéficiaires, dont 1400 femmes. Le cycle 2021-2022 est en cours de préparation et pourrait être élargi à Ndélé et Birao.

DROITS DE L'HOMME

- La situation des droits de l'homme en Centrafrique reste préoccupante avec la poursuite des attaques indiscriminées des groupes armés et des représailles des forces de défense et autres personnels de sécurité.

Du 24 au 30 août, la Division des droits de l'Homme (DDH) de la MINUSCA a documenté sept incidents d'abus et de violations des droits de l'homme et du droit

international humanitaire ayant affecté au moins 13 victimes (dix hommes, deux femmes et une victime collective).

La DDH a également enregistré 11 allégations en cours de vérification, qui auraient affecté 14 victimes. De ces sept incidents, cinq sont attribués aux agents étatiques. Les préfectures les plus touchées sont à l'ouest du pays : l'Ouham (trois incidents, six victimes) et la Mambéré-Kadéï (deux incidents, trois victimes).

La baisse des incidents documentés cette semaine pourrait en partie s'expliquer par les difficultés d'accès aux victimes liées à l'état des routes et leurs réticences de dénoncer les violations/abus face aux représailles des auteurs.

La MINUSCA salue les relations et le travail avec le gouvernement centrafricain pour la défense des droits de l'homme.

PROTECTION DE L'ENFANT

- La section de protection de l'enfance de la MINUSCA a organisé cinq sessions de sensibilisation sur les violations graves des droits des enfants, entre le 20 et le 26 août. Ces sessions se sont déroulées à Bangui, Bouar, Kaga-Bandoro et Bria et réuni un total de 124 participants dont 38 femmes, parmi lesquels des membres des forces de défense et de sécurité, des membres des communautés et le personnel de la MINUSCA.

Au cours de cette période, la Mission a également documenté 13 violations graves des droits des enfants, dont 12 commis par des groupes armés. Il s'agit notamment de cas de recrutement et exploitation d'enfants et, de violences sexuelles. Les forces étatiques et autres personnels de sécurité sont auteurs d'un cas de violation.

Les violations graves des droits des enfants en temps de guerre sont au nombre de six à savoir: 1. Meurtres et mutilations d'enfants; 2. Recrutement et exploitation d'enfants par les forces et les groupes armés; 3. Attaques contre les écoles et les hôpitaux; 4. Viols et autres violences sexuelles sur les enfants; 5. Enlèvements d'enfants et 6. Refus de laisser les enfants accéder à l'aide humanitaire.

BUREAUX RÉGIONAUX

- La semaine dernière, la section des affaires civiles du bureau de la MINUSCA à Obo a appuyé la mission des membres de la plateforme des confessions religieuses de la RCA, marquée par des rencontres avec les leaders communautaires, religieux

et de jeunesse ainsi que les autorités locales. L'objectif était d'écouter les communautés d'Obo sur l'incident du 26 juillet et ses conséquences sur les relations entre la population et la MINUSCA. Les recommandations prévoient la poursuite des dialogues communautaires en collaboration avec le préfet, le commandant des FACA/FSI et d'autres leaders communautaires et la formation des leaders religieux à en vue d'installer une antenne de la plateforme des confessions religieuses de la RCA à Obo pour renforcer le mécanisme de gestion des crises dans le Haut Mbomou.

COVID-19

Les chiffres de la Covid-19 au sein de la MINUSCA en date du 31 août 2021:

- Cas accumulés	839
- Cas guéris	817
- Cas actifs	5
- Décès	8

PORTE-PAROLE DE LA FORCE DE LA MINUSCA

La situation sécuritaire cette semaine a été précaire, marquée par les attaques des groupes armés contre les populations et les forces de défense et de sécurité, en particulier dans l'ouest du pays et dans le centre. Les affrontements en marge des opérations de sécurisation menées contre ces éléments armés comportent un risque majeur pour les populations qui quittent leurs habitations et accentuent le besoin d'assistance humanitaire.

En dépit de la dégradation significative des axes routiers, les contingents de la Force poursuivent leurs différentes actions de sécurisation et de présence pour entraver l'action des éléments armés et protéger les populations civiles. Le soutien multiforme exécuté dans le cadre des activités civilo-militaires se poursuit dans les différents secteurs.

Dans l'Ouest du pays, après une relative accalmie avec très peu d'incidents signalés en début de semaine, la situation s'est détériorée avec les offensives dans la partie nord-ouest contre ces éléments armés et surtout l'attaque par ces derniers des localités de Dilapoko et Niem en fin de semaine. Les affrontements ont occasionné des victimes civiles.

En sus des escortes fournies pour l'acheminement des matériels des contingents, dans le cadre du soutien logistique, les casques bleus bangladais, tanzaniens et camerounais ont parcouru les axes reliant différentes localités de l'Ouest pour stopper les mouvements des groupes armés et protéger les populations.

Au Centre, la situation a connu une accalmie relative mais avec la persistance des exactions commises par les éléments armés contre les populations. Néanmoins, les mouvements signalés d'éléments armés et la reprise des confrontations avec les forces de sécurités, notamment aux environs de Tagbara, augmentent le risque de débordement de la violence sur les populations.

Pour cette raison, les opérations de sécurisation ont été intensifiées dans la région, et les casques bleus mauritaniens, informés des affrontements, se sont d'ailleurs immédiatement rendu sur l'axe Tagbara-Boyo pour porter assistance aux populations civiles. La moyenne de patrouilles menées dans le secteur cette semaine a connu une légère augmentation, Ndélé-Dékoa-Bambari-Kaga-Bandoro et les axes les reliant ont été couverts par les casques bleus pakistanais, burundais et gabonais pour prévenir et dissuader les activités des éléments armés.

Le chef de l'état-major de la Force, le général Marchenoir a effectué une visite d'évaluation opérationnelle dans le secteur, notamment à Kaga-Bandoro pour s'enquérir de la situation sur le terrain et contrôler l'application des orientations diverses pour une bonne mise en œuvre du mandat.

À l'Est, la situation a été volatile, marquée par les opérations de taxations illégales contre les populations et les exactions commises par les éléments armés qui semblent vouloir se regrouper en profitant de l'inaccessibilité de certaines zones à cause des fortes pluies.

Appuyés par les missions de reconnaissance aérienne, les casques bleus rwandais, zambiens et marocains ont parcouru les différents axes du secteur, dans le cadre de leurs patrouilles pour évaluer la situation sécuritaire et assurer la protection des civils. Une patrouille robuste de casques bleus rwandais s'est rendue au PK45 sur l'axe Bria-Yalinga à la suite de signalement de mouvements d'éléments armés. Ces longues patrouilles, durant lesquelles les unités passent la nuit sur le terrain, permettent d'évaluer la situation sécuritaire dans les zones les plus reculées et d'étendre les zones de présence de la Force pour au mieux dissuader et prévenir les actions des groupes armés ou y mettre un terme lorsque découverts.

Basé pour le moment à Bangui, le détachement du bataillon rwandais, récemment arrivé en RCA en renfort dans le cadre de la résolution 2556, et qui aura la charge la sécurisation du corridor Bangui-Garoua Boulai, a effectué jeudi dernier 26 août sa première mission de reconnaissance de cet axe et de son futur camp à Bossembélé. Hier mardi 31 août, il a procédé à sa première mission d'escorte de convoi jusqu'à Bossembélé.

ACTIVITES DE SOUTIEN AUX POPULATIONS

Dans le cadre des activités civilo-militaire, les casques bleus de la MINUSCA, poursuivent leurs opérations de soutien aux populations civiles. À Bangui, les unités de la JTFB ont fourni plus de 70000 litres d'eau potable à près de 4000 bénéficiaires.

À l'Ouest du pays, dans le cadre des projets à impact rapide (QIPs), le commandant de la région a effectué une mission de suivi et évaluation pour voir le niveau d'avancement des travaux autour du marché de Bouar et le complexe sportif au profit des jeunes dont le taux d'exécution est estimé à 80 %. En plus de l'appui médical aux populations, le bataillon bangladais poursuit les sessions de formation aux techniques agricoles, pour un renforcement des capacités au profit des femmes leaders des associations féminines à Bouar.

Au Centre, en plus de la distribution d'eau potable, les casques bleus bangladais ont fourni une assistance médicale aux populations de Kaga-Bandoro et 16 patients ont pu bénéficier de consultations et des traitements appropriés. A Bambari, les casques bleus népalais continuent de dispenser gratuitement des cours d'anglais au profit des jeunes à l'école Atongo.

Dans l'Est, les casques bleus zambiens ont mené une campagne médicale et de sensibilisation suivi d'un don d'articles divers au profit des personnes vulnérables du village de Kpakawa. A Bangassou, l'équipe dédiée aux activités civilo-militaires du contingent marocain a conduit au cours de la semaine écoulée une campagne de sensibilisation sur les violences sexuelles liées au conflit, la violence basée sur le genre, la protection des enfants et les mesures préventives contre la COVID-19.

MOT DE FIN

Chers journalistes, chers auditeurs, étant arrivé à la fin de mon temps de déploiement au sein de la MINUSCA, cette conférence de presse sera probablement la dernière à laquelle j'assisterai en tant que porte-parole de la Force. Au cours de cette dernière année, j'ai eu l'honneur de servir les Nations Unies en République Centrafricaine en

communicant sur les activités de la composante militaire, en essayant d'apporter le maximum de lumière sur ces dernières. Malgré des moments difficiles, le pays a su faire face grâce à ses fils et sa résilience, avec le soutien de ces innombrables casques bleus, venus du monde entier et qui comme moi s'en sont retournés chez eux, fiers d'avoir pu, autant que possible, contribuer à améliorer la situation. Je vous remercie, et je souhaite à la Centrafrique de retrouver le chemin de la paix et la stabilité.

PORTE-PAROLE DE LA POLICE DE LA MINUSCA

Le Commissaire Divisionnaire, Garba Habi, a assisté hier 31 août, à la cérémonie de sortie des élèves-gendarmes à l'école de Gendarmerie nationale de Kolongo, sous la présidence du Chef de l'Etat.

La semaine écoulée de la police des Nations Unies (UNPOL) a été marquée par plusieurs activités parmi lesquelles, une mission conjointe d'évaluation sécuritaire à Sibut, Dekoa et au PK150, les 25 et 26 août, avec les autres sections substantives de la MINUSCA et conduite par la cheffe de bureau par intérim de la Mission à Kaga Bandoro. L'objectif était de toucher du doigt les réalités du terrain en s'assurant de la tenue effective des activités du comité de mise en œuvre préfectorale (CMOP) et du comité technique de sécurité (CTS). La composante police s'est également entretenue avec les Forces de défense et de sécurité (FSI) des deux localités sur les difficultés dans l'exercice de leurs missions régaliennes et l'état de fonctionnalité de leurs unités. La délégation a également rencontré les différentes autorités administratives desdites localités, et s'est rendu sur les sites des personnes déplacées.

Dans la préfecture de l'Ouham-Pendé, UNPOL a effectué le 27 août, une mission conjointe avec les forces de sécurité intérieure, les autres sections substantives de la MINUSCA et les autorités de la ville de Paoua, dans les localités de Beboura3 et Bémal, sous escorte du bataillon de la force camerounaise (CMRBAT). Cette mission avait pour but de sensibiliser les populations et de visiter le site du projet à impact rapide de construction de la brigade de Gendarmerie de Bémal.

Le 27 août, UNPOL a pris part avec les autres sections substantives du bureau de la MINUSCA de Bangassou à une mission conjointe dans la localité de Rafai. Cette mission avait pour objectif principal l'évaluation de la situation sécuritaire du coin et la remise des clés des locaux de la Gendarmerie de la sous-préfecture de Rafai.

Le 27 août, l'équipe conjointe UNPOL/FSI lors d'une patrouille de routine, a sensibilisé un groupe de 33 résidents du site des personnes déplacées de Grevai (Bakouté) à Kaga Bandoro, sur la scolarisation des enfants, notamment la jeune fille, soulignant la nécessité pour les enfants d'acquérir des connaissances et que les petites filles ne devraient pas en être délaissées au profit des préjugés et discriminations dépassés.

Le 26 août, les officiers UNPOL ont procédé à une séance de sensibilisation sur les violences basées sur le genre (VBG) au profit des habitants du quartier mission catholique au 2eme arrondissement de Kaga-Bandoro. Ladite session visait à faire connaître aux bénéficiaires que tout acte préjudiciable perpétré contre une personne ou un groupe de personnes en raison de leur sexe, genre, orientation sexuelle et identité de genre constitue une violence basée sur le genre et est puni par la loi.

Le 27 août, la cellule de recrutement du pilier développement de la composante police et le directeur du cabinet par intérim du ministre de l'Intérieur chargé de la Sécurité Publique, ont évalué les dispositions préparatoires pour le prochain recrutement. Selon la partie nationale, après la sortie de la dernière cuvée de l'école de police de Bangui, un autre recrutement est en vue.

Concernant le mentoring et le monitoring, UNPOL s'est entretenu avec les FSI de Bangui et des régions sur les thèmes tels que : « le proxénétisme », « la détention arbitraire » et « la perquisition en police judiciaire »

APPUI OPERATIONNEL

Les états-majors intégrés de la MINUSCA à travers leurs unités de police constituées et les officiers de police individuels conjointement avec les forces de sécurité intérieures, poursuivent les patrouilles diurnes et nocturnes dans les différents artères et carrefours sensibles de Bangui et en régions. Cette dynamique, a permis d'enregistrer une baisse des crimes et délits à Bangui et dans la région Est pendant qu'une légère hausse a été constatée dans les régions Centre et Ouest du pays. 292 auteurs d'infractions ont été interpellés, contre 296 la semaine dernière, et sont répertoriés comme suit :156 arrêtés par la police, 118 par la gendarmerie, 14 par l'UMIRR, 02 par les FACA et 02 par la Force de la MINUSCA.

Le 28 août, les officiers de police individuels et l'unité police constituée du Rwanda basée à Kaga-Bandoro ont procédé à l'escorte d'un gardé à vue de Mbres à Kaga-Kandoro, où une enquête a été ouverte contre lui pour tentative d'escroquerie.

L'unité constituée de police du Congo basée à Bambari a sécurisé le 26 août dernier la distribution des vivres et autres kits alimentaires au profit de 590 enfants de moins de 23 mois et 583 femmes enceintes au quartier Akpe et au profit de 544 ménages dont 2034 bénéficiaires du PK8. Cette distribution est l'œuvre du programme alimentaire mondial (PAM) et d'une ONG de la place.

A Obo, dans le Haut-Mbomou, les officiers de police individuels, ont procédé le 27 août, à la sécurisation de la distribution des vivres du PAM et d'une ONG internationale au profit de 816 ménages des sites de réfugiés congolais et sud-soudanais.

UNPOL et les FSI ont procédé le 26 août, à l'escorte et la sécurisation de l'équipe Fondation Suisse de Déminage (FSD) venue de Bangui pour les opérations de paiement des primes globales (PGA) aux éléments des unités spéciales mixtes de sécurité (USMS) de Paoua.

Dans le cadre de la lutte contre le coronavirus, UNPOL a procédé à une séance de sensibilisation sur les mesures barrières au profit d'un groupe de jeunes du PK0 de la ville de Bambari, dans la Ouaka.

© SCPI 2021